

des moyens d'encourager les États-Unis à modifier leur position." Le Canada et d'autres pays peuvent façonner les circonstances pour les rendre propices à une telle évolution.

Se reportant à la déclaration selon laquelle les États-Unis ont besoin des *contras*, un expert de la résolution des conflits a tenu les propos suivants: "Je suis stupéfié et amusé d'entendre dire que la sécurité des États-Unis serait grandement menacée" si le Nicaragua ne respectait pas les engagements qu'il aurait pris aux termes de l'accord. "Nous ne nous soucions pas de ce que le Nicaragua ferait si les États-Unis manquaient à leurs engagements. Nous avons tendance à prendre les choses à l'envers. Nous ne nous préoccupons pas de la petite Namibie faisant face au géant sud-africain, ni du petit État palestinien affrontant le puissant État israélien. Finalement, nous nous attaquons aux problèmes inverses."

Reprenant sommairement les points essentiels, un professeur canadien a posé les questions suivantes: Quelles mesures concrètes existe-t-il pour inciter le gouvernement Reagan à appuyer un accord limité comme le Plan Arias, ou encore une entente globale? Que peut-on faire pour aider les États centraméricains à agir de façon autonome? Qui dispose d'un pouvoir de veto dans le cadre des négociations? Outre la menace, n'existe-t-il pas des mesures d'incitation pour encourager l'adoption de MPAC?

Des MPAC pour les États-Unis et le Nicaragua

Un parlementaire canadien a fait observer que la discussion revient constamment au fait que les États-Unis ne sont disposés à étudier aucun accord reconnaissant le gouvernement actuel du Nicaragua. Il faut donc définir des MPAC qui persuaderont les États-Unis que le Nicaragua ne constitue pas pour eux une menace réelle. Bien que "le mouvement grandissant de solidarité ait eu un effet positif" sur les échanges américano-nicaraguayens, il faut encourager la multiplication des contacts personnels et faire en sorte que "la collectivité internationale appuie les visites de ressortissants nicaraguayens aux États-Unis".

"L'idée d'accroître la confiance," a poursuivi un expert dans ce domaine, "peut être perçue sous différents angles. Il importe que certains des efforts visent à donner confiance aux États-Unis", tout en offrant au Nicaragua des garanties semblables; en d'autres termes, en contrepartie, Washington doit notamment reconnaître le gouvernement sandiniste actuel. Il faut aussi établir une "distinction importante" entre la confiance du gouvernement et celle du peuple. "Le peuple américain a le droit de demander au Nicaragua de ne pas entretenir des relations militaires étroites avec l'URSS." En acceptant ce compromis,